

Combattre l'islam devrait être la première préoccupation de Macron



J'AIME LA LIBERTE

JE COMBATS L'ISLAM

La lutte sans merci et sans faiblesse contre les menées islamistes doit être la priorité de nos gouvernants. A quoi servirait d'entreprendre des réformes de fond comme celle sur le code du travail si, demain, l'islam installe un califat et impose la charia dans notre pays ?

Le 29 août dernier, devant les ambassadeurs réunis à l'Élysée, Macron a désigné « *la lutte contre le terrorisme islamiste* » comme « *la première priorité de notre politique étrangère* ». Pour la première fois, un président de la République a osé nommer l'ennemi à combattre. Quel progrès ! Une audace verbale que n'avait pas eue son prédécesseur ! Le chef de l'État visait, sans les nommer, les organisations terroristes islamistes comme Daech, Al-Qaïda et leurs filiales à travers le monde, capables de commettre des attentats contre les intérêts de la France à l'étranger.

Combattre le terrorisme islamiste à l'extérieur est une chose. Mais l'ennemi est aujourd'hui installé sur le territoire national et il faut maintenant le débusquer avant de l'éradiquer. Pourtant, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on n'en prend pas le chemin ! Si depuis le carnage de Nice, on n'a plus connu d'attentats majeurs en France c'est essentiellement grâce au travail inlassable de nos services de police antiterroristes. A la qualité humaine de ces agents de l'ombre qui traquent sans relâche les cellules islamistes.

Nous sommes en guerre. Une guerre que nous menons contre un ennemi invisible, difficilement repérable, qui avance masqué. Un ennemi qui bénéficie en France d'incroyables complicités actives, tout autant que passives. *«Le révolutionnaire doit être dans le peuple comme le poisson dans l'eau »* disait Mao Tsé-Toung. Une formule qu'on peut appliquer à la lettre au djihadiste et qui explique l'inquiétante progression des individus repérés comme radicalisés par nos services de renseignements.

Une augmentation de 60% en deux ans

Le 6 août dernier, Gérard Collomb indiquait que le Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT), un bidule créé en mars 2015, comportait actuellement 18 550 signalements contre 11 400 en novembre 2015 au moment des attentats de Paris et de Saint-Denis, soit une augmentation de 60% en moins de deux ans. Encore ne s'agit-il là que de la partie visible du problème. A ces individus connus il faut ajouter ceux qui, sans commettre d'attentat, peuvent apporter une aide logistique aux terroristes par la fourniture d'une voiture ou le prêt d'un appartement.

Et puis il y a aussi ceux qui, sans se manifester d'aucune manière, approuvent l'idéologie islamiste et se montrent solidaires des auteurs d'attentats. De récents sondages indiquent qu'ils représenteraient environ 30% des musulmans, soit environ 3 millions de personnes en France. Des chiffres

alarmants qui devraient, normalement, faire prendre conscience à nos politiques de la gravité de la situation. Les inciter à prendre des mesures d'urgence pour stopper immédiatement l'immigration musulmane, arrêter le regroupement familial, interdire la construction de nouvelles mosquées et expulser les imams prêcheurs de haine.

Par la suite, il faudra interdire la pratique de l'islam et expulser les musulmans qui ne veulent pas se plier à la loi commune et respecter nos us et coutumes. Il n'y a pas de place dans une société civilisée pour ceux qui croient qu'on peut gagner le ciel en tuant les autres. Les musulmans ont un système de valeurs différent, incompatible avec le nôtre. Nous aimons la vie, ils préfèrent la mort. Nous sommes pour l'égalité, ils croient en la suprématie de l'islam. Nous voulons la coexistence, ils ne connaissent que la domination.

Les musulmans ne veulent pas s'intégrer

La pensée islamique est incompatible avec la pensée occidentale. Les musulmans ne veulent pas s'intégrer et ne s'intégreront jamais. Parlant de ses sujets, le roi du Maroc Hassan II affirmait le 16 mai 1993, lors d'un entretien avec Anne Sainclair : *« Ils ne seront jamais intégrés. Ce seront de mauvais Français...Ils ne seront jamais 100% français, ça je peux vous l'assurer ! »* Des paroles lucides et de simple bon sens pour qui connaît le monde musulman.

Près de 25 ans plus tard, nos gouvernants, qui n'ont toujours rien appris et rien compris, continuent – ou font semblant – de croire que l'on pourra accueillir toujours plus d'immigrés sans prendre en compte le fait que l'islam est un obstacle insurmontable à toute intégration.

Tant qu'on n'aura pas compris que l'islam n'est pas seulement une religion, mais une idéologie subversive à vocation totalitaire.

Tant qu'on n'aura pas compris que le musulman est formaté par

l'islam dès sa plus tendre enfance.

Tant qu'on n'aura pas compris que la plus petite concession faite aux musulmans est considérée par eux comme une marque de faiblesse.

Tant qu'on n'aura pas compris que la Takia (mensonge) est recommandée par le Coran pour duper les mécréants.

Tant qu'on n'aura pas compris que l'islam s'appuie sur nos lois pour obtenir toujours plus de droits.

Tant que l'on n'écouterà pas les avertissements lancés par les apostats de l'islam et ceux qui doivent subir la charia dans les pays musulmans.

Tant qu'on n'aura pas compris que chaque musulman peut devenir un soldat* de l'islam pour peu qu'il approfondisse sa connaissance du Coran...

Il faudra effectivement « *s'habituer à vivre avec cette menace terroriste* », comme le déclarait en février 2015 le Premier ministre Manuel Valls. Un fatalisme désespérant que l'on retrouve en avril 2017 chez Macron : « *Nous vivons et vivrons durablement avec la menace terroriste.* » Il serait surprenant que les Français acceptent encore longtemps le défaitisme de leurs dirigeants !

Alain MARSAUGUY

*« *Les mosquées seront nos casernes, les dômes nos casques, les minarets nos baïonnettes et les croyants nos soldats* » (Recep Tayyip Erdogan).